

ARTICLE 2 : Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 28 août 2013

**Le Président de la République par intérim,
Professeur Dioncounda TRAORE**

**Le Premier ministre,
Diango CISSOKO**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,
Makan Aliou TOUNKARA**

**Le ministre de l'Economie
et de l'Action Humanitaire,
Mamadou Namory TRAORE**

**DECRET N°2013-690/P-RM DU 28 AOUT 2013
PORTANT MODIFICATION DU DECRET N°2012-311/
P-RM DU 21 JUIN 2012 FIXANT LES CONDITIONS
ET LES MODALITES D'APPLICATION DE LA LOI
PORTANT CODE MINIER**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;
Vu la Loi N°2012-015 du 27 février 2012 portant Code Minier ;
Vu la Loi N°06-067 du 29 décembre 2006 modifiée, portant Code Général des Impôts ;
Vu le Décret N°2012-311/P-RM du 21 juin 2012 fixant les conditions et les modalités d'application de la loi portant Code Minier ;
Vu le Décret N°2012-278/P-RM du 13 juin 2012 fixant les taux en matière d'Impôt Spécial sur Certains Produits ;
Vu le Décret N°2012-708/P-RM du 11 Décembre 2012 portant nomination du Premier ministre ;
Vu le Décret N°2013-536/P-RM du 22 juin 2013 portant nomination des membres du Gouvernement ;

STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Les articles 28, 107 c) et 109 du Décret N°2012-311/P-RM du 21 juin 2012 sont modifiés comme suit :

Article 28 (nouveau) : La superficie maximale d'une autorisation de prospection est de 10 Km².

Article 107 c (nouveau) : En phase d'exploitation :

- Taxe de délivrance et de renouvellement d'une autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle : ...2.500 à 10.000 F ;

- Taxe de délivrance et de renouvellement d'une autorisation d'exploitation artisanale mécanisée :1.000.000 F ;

- Taxe de délivrance ou de renouvellement d'une autorisation d'exploitation de petite mine indépendamment du groupe de substances minérales :15.000.000 F ;

- Taxe de délivrance ou de renouvellement d'une autorisation d'exploitation des substances des groupes 1 et 2 indépendamment de sa surface :100.000.000 F ;

- Taxe de délivrance ou de renouvellement d'un permis d'exploitation des substances des groupes 3, 4 et 5 indépendamment de sa surface :20.000.000 F.

Article 109 (nouveau) : Les produits miniers sont soumis à un impôt spécifique dit « Impôt Spécial sur Certains Produits » (ISCP) conformément aux dispositions du Code Général des Impôts et ses textes d'application.

Les produits miniers des groupes 1 et 2 sont soumis à une redevance additionnelle dite taxe ad valorem au taux de 3 %.

Les produits miniers des groupes 3, 4 et 5 sont soumis à la taxe ad valorem au taux de 1 %.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 28 août 2013

**Le Président de la République par intérim,
Professeur Dioncounda TRAORE**

**Le Premier ministre,
Diango CISSOKO**

**Le ministre des Mines,
Docteur Amadou Baba SY**

**Le ministre des Finances,
Abdel Karim KONATE**

**Le ministre de l'Environnement
et de l'Assainissement,
Ousmane Ag RHISSA**

**Le ministre de l'Administration Territoriale,
de la Décentralisation
et de l'Aménagement du Territoire,
Colonel Moussa Sinko COULIBALY**

**Le ministre de l'Equipeement et des Transports,
Colonel Abdoulaye KOUMARE**

**Le ministre du Logement, des Affaires Foncières
et de l'Urbanisme
David SAGARA**